

## **Economie** | World Impact Summit : « La transition écologique n'est pas une punition » selon Arnaud Leroy (ADEME)



**A l'occasion du World Impact Summit, qui se déroule à Bordeaux ce jeudi 29 octobre, il a été question du « Made in France » au service de la relance verte. Ainsi, l'ancien ministre Arnaud Montebourg, le président de l'ADEME Arnaud Leroy, le PDG de Cdiscount Emmanuel Grenier et la directrice RSE de Saint-Gobain Lucile Charbonnier ont échangé dans le Palais de la Bourse de Bordeaux.**

Et si le produit français, quel qu'il soit, jouait un rôle tant dans la relance de notre pays que dans la transition écologique ? C'est en tout cas la conviction d'Arnaud Leroy, président de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME). « Nous sommes arrivés à un moment où on construit les solutions d'avenir de notre pays », affirme-t-il. Si la référence au confinement, qui débute ce vendredi, est à peine masquée, Arnaud Leroy espère une relance « verte ». Selon lui, il est temps d'imaginer l'économie circulaire et l'énergie de demain, tout en protégeant le tissu industriel français et l'environnement.

« La transition écologique n'est pas une punition, martèle Arnaud Leroy. Elle va changer nos modes de vies. Bien sûr, elle détruira des emplois, mais elle en créera aussi ». Pour mener à bien cette conviction, l'ADEME dispose d'outils au service des entreprises et des collectivités, comme la plateforme « Agir pour la transition écologique ». Cette plateforme permet de nouer des partenariats, subventionner des projets ou encore financer des recherches pour réussir au mieux la transition écologique.

### **« Le vendeur est responsable du produit jusqu'à la fin »**

Parmi les entreprises qui ont bénéficié du soutien de l'ADEME, le géant de l'e-commerce bordelais Cdiscount. Son PDG, Emmanuel Grenier, témoigne de l'engagement de la société pour l'environnement. « Si nous voulons allier économie et écologie, cela passe par une sorte de boucle circulaire. De l'expédition à la fin de vie du produit, nous, vendeurs, en avons la responsabilité, pas les consommateurs ». Ainsi, le site d'e-commerce a remodelé ses emballages pour gagner de la place lors du transport. « Avec ces emballages 3D, nous prenons environ 30% de place en moins par produit et comblons donc le vide de nos camions et cela implique moins de transporteurs qui roulent », reprend Emmanuel Grenier.

Cdiscount s'est également engagé sur la fin de vie des produits que la plateforme commercialise. « Plutôt qu'un

appareil électroménager parte à la poubelle, nous le récupérons et le donnons à des associations, qui le répare lorsque c'est possible. Si c'est le cas, il est revendu par l'association, sinon il sera démantelé puis recyclé ».

## Innovation et formation au cœur des territoires

Cdiscount n'est pas la seule entreprise à avoir intégré la transition écologique comme enjeu de développement. Lucile Charbonnier est directrice RSE et développement durable d'Isover et Placoplatre, deux filiales de Saint Gobain, spécialiste de l'habitat. « Pour se décarboner, l'entreprise essaie de mettre en place ce qu'on appelle l'innovation de rupture : utiliser les moyens dont on dispose déjà et la recherche pour imaginer l'usine de demain », raconte-t-elle.

Pour la représentante de Saint-Gobain, les territoires doivent être au cœur de la réflexion sur la transition écologique. « Nos usines sont parfois le poumon des territoires où elles sont implantées. C'est pour cela que nous souhaitons développer une filière recyclage de nos produits territoire par territoire. Ce serait une hérésie que nos déchets traversent toute la France », souligne Lucile Charbonnier. Saint-Gobain a par ailleurs ouvert deux centres de formation des apprentis à Lyon et Paris au mois de mai. « Quand vous vous engagez dans une voie plus respectueuse de l'environnement, la diversité fait la richesse. C'est la jeunesse actuelle qui vivra cette société, il nous paraît normal de l'inclure dans notre réflexion », souligne Lucile Charbonnier.

### « L'État ne dispose pas des outils nécessaires à la décarbonation »

« Saint Gobain s'est fixé l'objectif d'atteindre la neutralité carbone de ses transports en 2050 sans compensation [sans planter d'arbre en retour, NDLR] », ajoute Lucile Charbonnier. Cette affirmation, par son ambition, fait sourire Arnaud Montebourg. « Si vous y arrivez, ce sera très fort », glisse l'ancien ministre de l'Économie. Selon lui, la France a une carte à jouer sur le « made in France » vert et solidaire. « Il faut que l'État reconsidère ses ressources. Il a laissé tomber la nation pour s'occuper de la religion européenne. Nous pourrions être des pionniers face à la Chine ou aux États-Unis, plus gros pollueurs de la planète ».

Selon l'ancien ministre, aujourd'hui producteur de miel, le made in France vert et solidaire passe par un projet rassembleur, une mutation du système économique français. Arnaud Montebourg voit cependant un problème : la crise sanitaire qui met à mal l'économie depuis mars. « L'investissement que représente la transition écologique est énorme. Pour le moment, nous n'avons pas les moyens financiers ni humains de se lancer là-dedans. Il faut remplir les caisses ».

Yvan Denéchau

*Crédit Photo : YD*

*Publié sur [aqui.fr](http://aqui.fr) le 30/10/2020*

*[Url de cet article](#)*